

L'Adresse—M^{me} Maily

L'autre soir, le ministre des Finances (M. Wilson) a dit que le déficit cette année atteindrait environ 34 milliards. Toutefois, la députée et nombre de ses collègues utilisent l'excuse de la situation financière pour revenir sur des promesses faites lors de la campagne électorale. Comment peuvent-ils dire qu'il leur est impossible de respecter leurs promesses parce que le déficit est maintenant de 34 milliards—selon le ministre des Finances—alors que pendant la campagne électorale, ils pouvaient tout promettre en disant que le déficit serait de 36 ou 37 milliards?

Mme Maily: Monsieur le Président, c'est très volontiers que je réponds à la question. Au début de mon exposé aujourd'hui j'ai dit que, dans le discours du trône, nous voulions nous attaquer, entre autres, aux problèmes structurels de notre économie, que l'on néglige depuis des décennies.

L'un de ces problèmes structurels est l'accroissement de la dette que nous avons découvert quand nous avons assumé le pouvoir et que nous avons pu consulter les livres. Nous nous sommes rendu compte, comme le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) l'a dit, qu'il y avait eu un vaste gaspillage. Il nous a fallu attendre jusqu'au 17 septembre, au moment où nos ministres ont pu consulter les livres, pour en constater toute l'ampleur. Et de un.

Le deuxième problème est que la dette croissait à un rythme encore plus rapide et plus alarmant que nous ne l'avions prévu. Quand nous parlions d'un déficit de 36, 35 ou 34 milliards de dollars, c'était pour l'année 1984-1985. Nous n'apercevions que la pointe de l'iceberg. Je crois que le ministre des Finances a bien fait comprendre dans son exposé que, suite au choc qu'il a eu en constatant la direction que prenait le déficit, comparativement à la croissance qui aurait pu se réaliser, il a décidé d'y mettre un frein immédiatement, sinon nos ennuis seraient beaucoup considérables dans trois ou quatre ans d'ici, et nous n'aurions jamais la liberté de nous y attaquer. Qui plus est, nous serions incapables de venir en aide au million et demi de chômeurs.

La dernière chose que je veux dire à propos des promesses faites au cours de la campagne électorale, c'est que le très honorable premier ministre (M. Mulroney) a bien précisé que nous ne les remplirions pas toutes dans les quinze minutes ou les quinze jours qui suivraient la prise du pouvoir. Nous n'en sommes qu'au troisième mois de notre premier mandat. Que le député attende un peu et il aura le plaisir de voir tout cela se réaliser. Il sera bien étonné de voir jusqu'à quel point s'accompliront ces promesses qu'on dit vaines et qui ne sont en réalité que des solutions aux problèmes qu'a créés le parti même du député quand il était au pouvoir.

● (1740)

Des voix: Bravo!

[Français]

Le président suppléant (M. Paproski): Une autre petite question. L'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est (M. Allmand).

[Traduction]

M. Allmand: Je n'ai pas l'habitude d'être applaudi si chaudement par les conservateurs, monsieur le Président.

La députée n'a pas répondu à la question quand je lui ai demandé pourquoi ils avaient . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: J'ai écouté la députée sans l'interrompre. Elle n'a pas expliqué pourquoi les conservateurs avaient fait plus de 300 promesses qui allaient coûter 4 milliards, tout en sachant que la situation était grave. Elle n'a pas répondu à cela. Je lui pose maintenant la question suivante. Elle a dit ceci: «Nous allons régler le problème du déficit, le problème fondamental, en réduisant nos dépenses». Est-elle en train de nous dire que les 9 millions et plus que l'on soustrait des subventions au logement, étaient du gaspillage? On a même réduit davantage les crédits destinés à la rénovation des maisons dans les vieux quartiers de notre ville. Était-ce du gaspillage ces crédits?

Mme Maily: Non!

M. Allmand: Le budget de l'aide étrangère comportait-il du gaspillage? Et la coupure de 5 millions dans les prêts aux étudiants a-t-elle été motivée par le gaspillage? Je voudrais en connaître la réponse. Je voudrais qu'elle nous dise clairement et simplement si toutes les compressions sont motivées par le gaspillage.

Mme Maily: La réponse est non, monsieur le Président. Je n'ai pas parlé de gaspillage. J'ai dit simplement que nous étions aux prises avec une dette énorme qui ne cesse de gonfler et qu'il faut faire quelque chose. Nous devons avoir le courage d'instaurer ces mesures, le courage qui vous a manqué.

Des voix: Bravo!

Mme Maily: Nous aurions pu faire comme votre gouvernement en 1980 et annoncer au monde entier que . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Je demande à la députée de s'adresser à la présidence.

Mme Maily: Je m'excuse, monsieur le Président.

[Français]

Mme Maily: Je m'excuse, monsieur le Président.

[Traduction]

Monsieur le Président, c'est justement parce que le gouvernement du député n'a pas eu le courage de redresser la situation que nous devons agir. Il nous a fallu réexaminer tous les programmes. Il nous a fallu faire preuve d'équité en prenant toutes ces mesures impopulaires. Parce que le gouvernement précédent n'a jamais eu le courage de faire face aux mauvaises nouvelles. Même en 1980, après sa réélection, après avoir